

Intervention cercle d'études sur la défense. Pacte républicain parcours citoyen.

J'ai souhaité partir d'une étude de cas sur la Résistance.

Les recherches sur ce domaine, dans le contexte de remise en cause du mythe résistancialiste ont montré que Résistance-République-rupture avec Vichy n'allait pas de soi.

En fait ce que Jean-Pierre Azéma a nommé les « vichysto-résistant » brisent un certain nombre d'idées reçues sur l'engagement dans la résistance et son combat politique.

Car le combat dans la Résistance ne fut pas linéaire. Il est fait d'imprévus et d'hésitations qui sont autant de traces intéressantes à étudier pour les historiens qui s'intéressent aux choix des hommes face à des destins collectifs tragiques.

Si on étudie ces hésitations au regard du thème qui nous préoccupe aujourd'hui, on peut tenter de cerner comment la Résistance a conduit certains hommes à rompre peu à peu avec leur ancrage politique familial et à adhérer progressivement aux valeurs républicaines.

Mais attention. Ce choix ne fut pas aussi limpide.

D'abord parce qu'il passe par une renonciation, celle d'un ancrage, d'un enracinement qui pour beaucoup est hérité de la Première Guerre mondiale. Cette renonciation sera progressive et devra passer par l'idée que l'on s'est trompé notamment dans l'appréciation politique au moment de l'armistice et sur Pétain.

Ensuite parce qu'il passe par un changement de posture. L'immense majorité des hommes de la résistance ne connaissent rien du combat politique. Ils l'apprendront sur le tas, mais à partir d'une idée fortement ancrée chez une grande partie d'entre eux : la 3^{ème} République est responsable de la défaite. On comprend donc que l'adhésion à la République n'était pas une évidence ! Il fallait tenter de recomposer le paysage politique en faisant l'impasse sur son passé. L'espérance résistante passe donc par une utopie politique.

Enfin la Résistance est confrontée dès la fin de la guerre à un dilemme qu'elle ne sut dépasser. En se présentant comme une élite, elle devait réveiller la culpabilité des Français et se couper de la masse. Former alors un parti politique de la Résistance et se revendiquer de cette élite était voué à l'échec. Mais, en appelant les Français à rejoindre ses rangs, elle abdiquait alors sa spécificité et perdait alors de revendiquer de façon exclusive le droit de diriger les affaires du pays. Le mythe résistancialiste montrait ainsi ses limites. Ceux qui ne voulurent pas composer se condamnèrent à ne pas faire parti du jeu politique de l'après guerre. Et, ils regardèrent avec amertume la 4^{ème} République se mettre en place.

L'étude de cas que je vous propose est tout à fait significative de cet itinéraire.

Il s'agit d'Henri Frenay, presque tombé aux oubliettes de la mémoire sinon de l'histoire, alors qu'il fut celui qui devait donner naissance au plus grand mouvement de résistance : Combat.

Henri Frenay est né le 19 novembre 1905 à Lyon, dans une génération, une époque, un milieu placés sous le signe de la guerre. Son père est aussi officier de carrière et transmet à son fils le culte de la patrie et de l'armée. L'armée comme sentinelle des valeurs sacrées du patriotisme, le patriotisme comme absolu que l'on confond volontiers avec le nationalisme.

La famille est catholique, très pratiquante, avec un sens aigu des traditions et de l'ordre.

« j'appartenais sans le savoir, dira Frenay, à cette droite française, traditionnelle, pauvre, patriote et paternaliste ». (*La nuit finira*).

On se méfie des socialistes. Un jour un peu avant 14, un cortège socialiste approche du domicile des Frenay. On entend chanter *L'Internationale*, et on voit des drapeaux rouges. On se précipite alors très rapidement aux fenêtres pour les fermer, comme lorsqu'un orage approche. Mais attention la famille n'est pas réellement antirépublicaine et ne se reconnaît pas dans l'Action française. Le père aurait même eu quelques problèmes du fait de ses sentiments dreyfusards.

Bachelier, Henri Frenay prépare le concours de Saint-Cyr au prestigieux lycée du Parc, à Lyon. De 24 à 26 il est à Saint-Cyr, promotion du Rif. En 1925, 20 ans après la crise de Tanger, une nouvelle

épreuve a lieu au Maroc, due à la révolte des tribus du Rif. On sait que le gouvernement Painlevé envoie un homme déjà providentiel, Pétain pour rétablir l'ordre.

Il le fait sans ménagement. La promotion du Rif devient ainsi la promotion Pétain.

Comment le jeune Frenay aurait-il pu échapper au mythe Pétain ?

La capitaine d'infanterie part en guerre avec le 17^e corps d'armée mobilisé en septembre 1939, qui occupe d'abord un secteur lorrain puis un secteur alsacien sur le Rhin. Puis il est muté au 43^e corps d'armée de forteresse (troisième bureau) dirigé par le général Lescanne. Il fait la retraite avec ce corps et il est fait prisonnier. Il réussit à s'évader le 26 juin. Pendant cette évasion il fait l'expérience pour la première fois de la clandestinité. Il découvre alors qu'il peut échapper à un destin collectif et être un acteur de l'Histoire.

C'est à Lyon qu'il apprend la demande d'armistice. C'est un terrible coup. Mais il est convaincu que même diminuée l'institution militaire est un des rares secteurs « sains » de la société française susceptible d'être une source de renouveau et de redressement. Le fait que le maréchal Pétain ait pris la direction du pays est regardé comme le signe que tout n'est pas perdu comme le gage que les intérêts français ne seront pas dilapidés au profit du vainqueur. Maints militaires ont cru comme Frenay au discours du règne de Vichy sur l'exonération de la responsabilité de l'armée dans la défaite, la rejetant intégralement sur les hommes politiques.

Le capitaine Frenay n'échappe pas à cette tendance, d'autant qu'il n'a pas démérité dans le combat.

La famille entière est au côté du maréchal.

Le frère aîné de Frenay, Georges est également officier, et préside aux destinées de la Légion des Combattants du département de l'Aude et sa mère jusqu'en 1942 se montre maréchaliste par « devoir patriotique ».

Cette imprégnation maréchaliste est profonde et a bien eu lieu.

Cette erreur politique il ne l'a doit pas seulement à son univers familial.

Le contexte du moment l'explique en partie.

Frenay fera partie de ceux qui jusqu'au bout luteront contre le retour des anciens partis politiques. Pour lui donc l'instauration d'un régime « hiérarchique et social » c'est ainsi qu'il définit l'ordre nouveau, vise à limiter les abus du libéralisme économique et la puissance des trusts. La défaite l'amène à penser qu'une France seule ne peut se redresser. C'est pour lui l'intérêt du pays d'accepter que son horizon dépasse le cadre national pour s'ouvrir vers une réalité plus vaste.

Frenay a donc cru à la révolution nationale, qu'il croit humaine et sociale, au double jeu, parce qu'il fait confiance au maréchal Pétain.

Le moment de la rupture politique intervient lorsque Frenay comprend qu'il a commis une erreur politique et ressent comme une trahison le fait que Pétain a évolué dans un sens différent de celui qui avait justifié sa confiance.

Mais cette rupture sera longue à venir.

Car Frenay a d'abord eu comme d'autres grands résistants (Ch. Pineau) des responsabilités à Vichy. Affecté au Deuxième bureau (cœur du dispositif de renseignement de l'Etat français). Il tisse alors dans ses fonctions un solide réseau d'amitiés qui lui servira lors de son engagement dans la Résistance. Il a alors la conviction que les services spéciaux sont le reflet de la vraie nature du régime de Vichy, la face cachée.

Il fait aussi un distinguo entre le maréchal et le gouvernement notamment Laval qui pour lui est maléfique. Quand Pétain se sépare de Laval, Frenay y voit comme une preuve supplémentaire de la loyauté de Pétain.

C'est ainsi qu'il analyse la terrible poignée de main de Pétain à Hitler à Montoire. Il s'agit pour lui d'une manigance de Laval. Le renvoi de Pierre Laval le 13 décembre 1940 confirme à ses yeux cette hypothèse.

La courbe d'adhésion à Pétain est fortement liée à la présence ou non de Laval. L'entrevue entre Pétain et Laval le 18 janvier 1941 est pour lui le signe d'un premier tournant dans la désaffection au régime.

Mais il lui faudra encore du temps pour rompre définitivement.

Dans un premier temps, il quitte ses fonctions à Vichy en février 41. Il va alors s'engager pleinement dans la Résistance et en quelques mois fonde un journal et un très grand mouvement de résistance (MLN devenu Combat).

Mais cet engagement est encore mal étayé politiquement et ne rompt pas définitivement pour l'instant avec le maréchalisme.

L'affaire du manifeste atteste de ce maréchalisme : allusion au problème juif ((ils ont une place intolérable dans le système économique...)) et espérance dans le maréchal « Puisse le maréchal Pétain avoir une vie suffisamment longue pour nous tenir de sa haute autorité et de son incomparable prestige ».

Le positionnement du MLN en 41 montre bien comment l'adhésion au pacte républicain n'existe pas :

Lutte contre l'Allemand.

Le MLN n'est pas un parti. Il prône l'union de toutes les classes de la société et de tous les Français.

Malgré cela le MLN considère comme ennemi le bolchevisme.

L'Angleterre elle aussi peut être une ennemi potentielle.

Donc en 41 le MLN considère que l'action de De Gaulle comme une erreur. Pour lui si les meilleurs éléments avaient suivi De Gaulle, la France serait livrée aux Déat, Doriot, etc...

Donc au départ le positionnement du mouvement de Frenay ne brille pas par sa clarté.

Difficulté à s'affranchir du pétainisme. L'arrestation de nombreux membres (40) du mouvement Combat (né en fin de l'année 41), en janvier 42 le pousse à engager des négociations avec les instances pétainistes (Pucheu ministre de l'Intérieur). Le discrédite en long moment.

Mépris du politique.

Méfiance envers le gaullisme.

Mais l'erreur politique a ses vertus. Elle oblige Frenay à repenser son positionnement politique au printemps 42. L'affaire Pucheu entraîne le rapprochement avec le gaullisme.

Ainsi Frenay va saisir que le combat de la Résistance a une dimension qui est indissociable du politique.

Il en viendra à rencontre De Gaulle une première fois en septembre 1942.

C'est à Londres qu'il prend conscience que d'autres imaginent l'avenir de leur pays, mais aussi d'une autre Europe.

Il comprend donc qu'il y a un au-delà à la France, à sa passion de la France.

Il rédige un premier manifeste européen (lettre à De Gaulle). Frenay se situe déjà dans l'après guerre en prédisant le déclin de l'Etat-nation et son dépassement à travers la cadre fédéraliste.

Cette profession de foi européeniste est une condamnation des formes politiques du passé. Tout se passe comme si l'apolitisme idéaliste de Frenay lui interdisait d'envisager une démarche politique autrement que par la réfutation des structures et des acteurs appartenant au passé et leur dépassement par le haut.

Ainsi alors que Frenay rompt progressivement avec le maréchalisme il ne va penser le renouveau politique de son pays que par une véritable révolution culturelle politique mais qui allait se heurter durablement au pragmatisme de De Gaulle et de son représentant Jean Moulin.

Cette République dont il rêve est imprégnée de règles éthiques : Justice, vérité, liberté.

Dès cette époque il revendique sa prétention à être un acteur de la reformulation de la donne politique française après la victoire (création du MLN qui devient L'UDSR).

Son mouvement est à l'origine de la proposition de créer une IVe République. Faire fond sur l'idéal républicain pour, au nom de cet idéal liquider la Troisième République et préparer la relève par l'avènement d'une nouvelle élite qui fera advenir une République moderne forte et vivante, résolument socialiste.

A la fin de la guerre Frenay devient ministre des prisonniers, déportés et réfugiés. Il a en charge le retour.

Il est alors victime d'une campagne odieuse menée par le parti communiste qui règle des comptes par rapport à son positionnement vis-à-vis du CNR.

En janvier 1945 le MLN fort de ces 500 000 membres rejette une motion de fusion avec le FN.

Quelque temps plus tard est créé L'UDSR mais qui connaît un échec électoral cuisant.

C'est la fin pour Frenay de l'illusion d'un grand parti de la résistance capable de faire table rase du passé.

Frenay n'a pu résoudre le dilemme dans lequel il avait enfermé son combat. Désormais c'est vers l'avènement d'une Europe fédérale qu'il luttera.

Mais ce combat est resté oublié des mémoires.

Car Frenay rendra responsable Jean Moulin de l'échec politique de la résistance. Dans les années 70, lui qui s'était battu pour que la résistance puisse permettre de faire table rase du passé, réglera des comptes. Et il passera aux yeux de nombreux résistants comme le fossoyeur de la mémoire résistante.

Cruel destin d'un homme de cœur, mais dont la culture « contre-politique » devait mener à l'échec.